

La Norvège s'attaque aux sites pédophiles

Tout internaute qui en Norvège cherchera à accéder à un site Web illégal se verra rediriger vers une page de filtrage qui ne lui proposera qu'un lien vers Kripos?

Kripos, c'est la police nationale norvégienne de lutte contre le crime (comme Kriminal Polizei), qui aurait déjà identifié des centaines de sites Web soupçonnés de proposer du contenu pédophile. Sur ce programme elle a travaillé avec l'opérateur Internet Telenor ASA, op. Cette décision radicale fait suite à la volonté du ministre norvégien de la Justice, Odd Einar Dørum, de renforcer l'arsenal législatif et de travailler avec les opérateurs Internet afin de lutter contre la pornographie enfantine en ligne. « *La pornographie enfantine est un problème sérieux, et nous voulons contribuer à la lutte contre ce phénomène* » a indiqué Berit Kjøell, directeur des marchés consommateurs de Telenor. C'est la première fois dans le monde qu'une mesure aussi radicale a été adoptée. De tels projets se sont jusqu'à présent heurtés aux défenseurs des droits individuels, comme aux Etats-Unis, ou à la mauvaise volonté des opérateurs dans de nombreux pays. Le risque de censure de sites non pornographiques est un argument souvent évoqué. L'originalité de la décision de Kripos et de Telenor est double : tout d'abord l'opérateur d'état collabore avec la police, qui fournira la liste des sites Web interdits. La réticence des opérateurs et de leurs équipes à exercer le repérage des sites au contenu illicite est légitime, et requerrait aussi trop de ressources. Quant aux droits individuels, le filtrage bloque l'internaute, mais ne lui interdit pas d'accéder au site. Il lui suffira d'en faire la demande auprès de l'opérateur, qui lui ouvrira un accès. Une démarche suffisamment humiliante pour qu'une majorité d'internautes n'aillent pas plus loin dans leurs démarches. « *C'est le meilleur de la prévention contre le crime* » a indiqué le chef de Kripos, Arne Huuse. « *Le filtre va arrêter un nombre considérable d'utilisateurs potentiels, utilisateurs dont nous devrions assumer l'existence dans la base des clients de Telenor, environ un million de consommateurs* ». Les porteurs du projet, auquel Telenor contribue gratuitement, espèrent l'exporter vers d'autres pays. « *Si les autorités policières et les fournisseurs Internet d'autres pays suivent notre exemple, nous pourrions rencontrer le succès par la destruction d'une part de la base clients de cette industrie cynique internationale, qui expose les enfants à la violence et aux attaques sexuelles dans le but de faire de l'argent* ».